

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Un nouveau cycle

Au Conseil national, qui s'est tenu le 23 juin, François Hollande a invité les socialistes à "ouvrir un nouveau cycle". La motion qu'il a proposée a été adoptée à l'unanimité moins trois voix contre et une abstention.

Les socialistes viennent de subir deux défaites successives. Elles sont honorables, mais lourdes de conséquences.

Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy – avec l'UMP – détient tous les pouvoirs nationaux pour 5 ans et la gauche sort, dans son ensemble, affaiblie.

Le Parti Socialiste lui-même doit tirer toutes les conclusions de ce cycle électoral et de ce qu'il a révélé. Il doit produire toutes les analyses nécessaires pour qu'il ne soit plus seulement considéré comme une protection contre la droite, mais comme une espérance pour le pays. Il doit revisiter son corps de doctrine, abor-

der franchement les sujets qui n'ont pas été suffisamment clarifiés, préciser ses réponses par rapport aux questions de la globalisation financière comme de la montée de l'individualisme et de l'urgence écologique. Sans rien perdre des valeurs qui fondent son identité, il doit définir le Socialisme du XXI^{ème} siècle, en tirer les conclusions indispensables sur ses pratiques, son organisation et ses modes de décisions.

Dans le même temps, il doit constituer une opposition utile, ferme dans la contestation, ouverte dans la proposition. Tel est le défi pour les 5 années à venir.

Depuis 2002, le Parti Socialiste a progressé dans bien des domaines, mais il n'a pas gagné là où il était le plus attendu, c'est-à-dire en 2007. Ce n'est pas l'insuffisance des votes qui l'a handicapé. En effet, ses adhérents ont été appelé à se prononcer à l'occasion de deux congrès, d'un référendum et d'une

SUITE PAGE 2

Des actions au service de tous

Au plus près des aspirations des Finistériens, le Conseil général adapte ses politiques de manière à les rendre le plus efficace possible, dans l'intérêt de tous. La session du 21 juin en a encore apporté plusieurs illustrations.

Dans le Finistère, la parité n'est pas qu'un slogan, elle est une réalité : sur les huit député(e)s que compte le département, quatre (dont trois socialistes) sont des femmes et deux, Patricia Adam et Annick Le Loch, appartiennent à l'exécutif départemental. Quelques jours après le second tour des élections législatives, le Conseil général, réuni en session, a d'ailleurs adopté la charte européenne pour l'égalité des hommes et des femmes dans la vie locale.

"Il s'agit pour nous, de nous engager, à la fois en tant qu'employeur, mais aussi en tant qu'autorité publique à ce que nos actions permettent d'atteindre l'égalité des hommes et des femmes dans la vie locale", a expliqué Pierre Maille.



Pierre Maille

C'est ainsi que le Conseil général a décidé de modifier ses critères d'aide à la création d'emploi afin de renforcer la proportion de femmes créatrices d'entreprises. Aujourd'hui elles ne sont que 22 % à se lancer dans la création ou la reprise d'entreprises avant 30 ans, âge limite pour l'obtention d'une bourse de la part du département. Forts de ce constat, et afin d'encourager les

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 28/06/2007



**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

EN CLAIR !

De droite, totalement de droite.

Le président a parlé, il va tenir ses promesses, même les pires.

Et ce sera pour les français une véritable épreuve. Des heures supplémentaires au bouclier fiscal, des franchises en santé à l'autonomie des universités, Sarkozy semble décidé de frapper vite et fort. Mais pas tout le monde. L'urgence semble telle que l'Assemblée Nationale est convoquée en session extraordinaire. Penser que le cœur de l'été est le moment le plus propice à la réflexion, à la concertation, à la décision en transparence, devant les français, semble une idée très curieuse mais le président-gouvernant se précipite car il sait bien que l'état de grâce est déjà derrière lui. La période estivale risque fort d'être suivie d'une triste période de douches très froides...

Un nouveau cycle (suite)

Les adhérents du Parti Socialiste seront associés à toutes les étapes de ce processus.

... primaire. Il convient plutôt de regretter l'absence d'une confrontation assumée et d'un travail collectif respecté.

"L'échec que nous venons de subir nous concerne tous. Nous devons collectivement avoir la lucidité de tout regarder : notre projet comme nos comportements et de prendre la mesure de ce que nous n'avons pas fait et de ce que nous avons mal fait", a souligné François Hollande.

"Ce processus de réflexion et de rénovation doit être mené de manière rapide, audacieuse et sincère. Avec le souci de ne rien occulter de ce qui vient de se passer, mais avec la volonté de préparer ensemble l'avenir".



François Hollande, le 23 juin

La motion adoptée par le Conseil national se fixe trois objectifs. D'abord, aller le plus loin possible dans la redéfinition des orientations du PS afin d'ouvrir tous les choix possibles sur les questions les plus décisives pour les Français comme l'emploi, le pouvoir d'achat, les retraites, la sécurité... Ensuite, rénover les procédures et revoir l'organisation du parti. Sa démocratie interne est une richesse, elle ne doit pas servir à l'affaiblir. Enfin, tracer les nouvelles frontières de la gauche capables de construire un rassemblement majoritaire.

Le calendrier proposé par le premier secrétaire national est le suivant : dès l'Université d'été de La Rochelle, à la fin du mois d'août, s'ouvrira la phase du diagnostic. Ensuite, à partir du mois de septembre, trois forums seront ouverts. Le premier traitera du socialisme dans la mondialisation, le deuxième de l'avenir de la solidarité et le troisième de la citoyenneté dans la nation. Parallèlement, une commission de la rénovation sera mise en place pour élaborer une révision de nos procédures et de notre organisation.

Enfin, des assises de la gauche seront lancées, avec les formations politiques et les acteurs du mouvement social qui vou-

dront s'y associer pour réfléchir à la structure capable de nous faire travailler ensemble sur la législature en coordonnant notre opposition à la politique de la droite et en préparant les échéances électorales, à commencer par les élections municipales de mars 2008.

Les adhérents du PS seront associés à toutes les étapes de ce processus qui se conclura par des conventions qui acteront les convergences et marqueront les choix alternatifs.

Le congrès, qui se tiendra après les municipales de mars 2008, reprendra les conclusions de tous ces débats. Il portera à la fois sur la ligne, la stratégie et le leadership.

D'ores et déjà, la motion, adoptée par le Conseil national, prévoit qu'un autre congrès se tiendra après les élections intermédiaires, européennes, régionales et cantonales, de 2009 et 2010. C'est lui qui déterminera les modalités de calendrier et de désignation des élections présidentielle et législatives de 2012.

Plus près de nous, les candidats aux élections municipales, cantonales et sénatoriales seront désignés à l'automne. Le vote des militants sera ratifié par une convention nationale mi-décembre 2007. Cette convention adoptera également le projet pour les municipales de 2008.

Les socialistes sont devant l'obligation de changer. De mettre les idées avant les personnes, d'éviter les surenchères et les faux consensus. En résumé : *"de choisir en préservant l'unité"*. Face à une droite décomplexée dont le chef utilisera tous les moyens pour brouiller les pistes, confondre les enjeux, déstructurer la politique, la gauche doit apporter de la clarté dans les idées, les enjeux et les pratiques. Voilà l'objet du nouveau cycle qui s'ouvre aujourd'hui et auquel tous les socialistes doivent apporter leur contribution.



Une motion votée à l'unanimité

Des actions au service de tous (suite)



Annick Le Loch, vice-présidente du Conseil général et nouvelle députée

... femmes à se lancer dans un projet après la naissance de leurs premiers enfants, le Conseil général a modifié la limite d'âge, la repoussant à 35 ans.

17 458 personnes bénéficient de l'APA (Aide Personnalisée d'Autonomie) dans le département. Cette allocation était à l'origine versée au bénéficiaire. Cependant, à la suite d'une concertation organisée avec les personnes âgées et leurs familles, une expérimentation a été lancée dans quelques établissements. *"Il s'agissait de vérifier s'il n'était pas plus efficace de leurs verser directement*

Le Conseil général reste à l'écoute

l'APA", explique Gilbert Monfort. Manifestement, cette solution rencontre l'assentiment du plus grand nombre. Désormais, l'APA pourra donc être versée aux établissements qui accueillent 44 % des bénéficiaires

de l'APA ou aux associations prestataires de service qui interviennent auprès des personnes âgées à domicile.

Le ticket de car à deux euros est une mesure phare prise par le département du Finistère pour favoriser l'usage des transports collectifs. En deux ans, la fréquentation a augmenté de 65 % ! Pour prolonger cette dynamique et inciter les jeunes à emprunter le car en dehors des périodes scolaires, un nouveau dispositif, *"transcool +"* va voir le jour. Il permettra à tout abonné scolaire, pour 30 euros par an, d'utiliser le réseau *Penn ar Bed* à tout moment, y compris pendant les vacances scolaires. Ce dispositif donnera accès gratuitement aux réseaux de Brest, Morlaix et Quimper.

Et les conseillers généraux de droite ? La séquence électorale de la présidentielle et des législatives n'a changé qu'une chose : Michel Canévet n'est plus élu de l'UDF mais du MoDem. Mais il reste solidement ancré dans l'opposition départementale, aux côtés des élus UMP.

Ce n'est qu'un début...

Le Léon bouge. Mais lentement.

"Pour une première, le résultat est plutôt bon", estime Chantal Guittet, candidate socialiste dans la 5^{ème} circonscription du Finistère.

"Avec mon suppléant, Yohann Nédélec, nous avons imposé un second tour au candidat UMP qui, entre le 10 et le 17 juin, n'a pas beaucoup progressé, passant de 49 à 54 %, tandis que j'obtiens 45 % en partant de 28 %".

Chantal Guittet remercie tous les militants et sympathisants du PS et ceux des autres formations de gauche qui l'ont aidée pour les deux tours, et souligne le travail effectué par les jeunes socialistes, "sans eux, je ne pense pas que nous aurions obtenus ce score", reconnaît-elle. "Toujours souriants, toujours dynamiques, ils m'ont souvent transmis leur pêche !".

Chantal Guittet partait avec un handicap : pas encore élue, elle souffrait d'un déficit de notoriété. "Heureusement que plusieurs responsables socialistes nationaux comme François Hollande, Jean Glavany, Marie-



Chantal Guittet en compagnie de jeunes socialistes

Noëlle Lienemann, Lionel Jospin et Bertrand Delanoë, ou locaux comme Yolande Boyer, Jean-Yves Le Drian, Bernard Poinquant, François Marc, Tino Kerdraon ou Kofi Yamgnane sont venus m'aider".

Et maintenant ? Chantal Guittet reste déléguée de la circonscription. "Au prochain congrès, on verra. Mais ce qui compte, c'est que toute l'énergie déployée aux

cours de ces semaines ne soit pas perdue. Trop souvent, j'ai entendu sur les marchés ou en porte-à-porte, «on ne vous voit que tous les 5 ans». Il faut donc que nous trouvions les moyens d'être plus présents et plus visibles dans cette partie du Finistère qui n'est pas encore acquise à la gauche". Voilà la tâche qui attend les militants socialistes dans les années qui viennent.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



"Ni putes, ni soumises" continue

Avec Annaïg-Sklaërenn Le Moël

L'entrée de Fadéla Amara, présidente de l'association "Ni putes, ni soumises" (NPNS), dans le gouvernement Fillon est bien un acte personnel et non un engagement collectif de la part du mouvement. "J'espère que cet épisode ne va pas réduire à néant le travail effectué par les comités locaux", explique Annaïg-Sklaërenn Le Moël, 24 ans, vice-présidente nationale, représentante des comités bretons.

Cap Finistère : NPNS est-il devenu un mouvement de droite ?

Annaïg-Sklaërenn Le Moël : Non. C'est une association qui regroupe des militants attachés à la laïcité, à la mixité, à la défense des droits des femmes et aux valeurs de la République. Beaucoup de clichés circulent à propos de NPNS et je souhaite que cet épisode soit l'occasion de bien clarifier notre ligne idéologique et de renouveler ses diri-

geants. J'en profite pour réaffirmer que NPNS n'a jamais été manipulé ni par Julien Dray, ni quelconque personnalité politique de droite ou de gauche. Certains peuvent considérer que le choix de Fadéla Amara serait une trahison. Je crois qu'il s'agit de sa décision et de sa responsabilité. Je ne peux pas la féliciter. Pour autant, j'ose espérer qu'elle fera de son mieux pour limiter "la casse sociale" qu'on nous prépare. J'ai du mal à voir comment elle pourra promouvoir le développement du logement social avec un président, issu d'une banlieue dorée qui n'en compte que 2 %. Un autre problème de cohérence politique se pose, malgré les promesses de campagne, au sein de ce gouvernement : la parité, seulement un tiers de femmes... On verra d'ici quelques mois si Fadéla arrivera à se faire entendre sinon elle partira m'a-t-elle affirmé.

Mais je souhaite par-dessus tout que les comités puissent continuer leur travail de terrain et soient un véritable outil de la transformation sociale à l'échelon local. L'autonomie et l'intégrité de notre organisation seront préservées.

Cap Finistère : Que représente NPNS en Bretagne ?

ASLM : Des comités locaux existent dans le Morbihan, en Ille-et-Vilaine et dans les Côtes d'Armor. Le mouvement en Bretagne compte 257 adhérents. J'en profite pour lancer un appel au Finistère, seul département dépourvu de comité mais où les demandes d'intervention sont en expansion.

Cap Finistère : En quoi consiste l'action de ces comités ?

ASLM : Nous menons des actions de prévention et d'information dans les collèges et lycées, maisons de quartier, sur les notions de mixité, de respect entre les garçons et les filles. Nous étions récemment au collège de Pont Aven. Nos interventions gratuites se font toujours en lien avec les projets pédagogiques des établissements. Nous accueillons et orientons aussi des femmes victimes de violences et nous interpellons les pouvoirs publics. Lorsqu'une femme porte plainte 18 fois et qu'il ne se passe rien, nous intervenons auprès de la Justice. Nous dénonçons les carences de l'État lorsque les principes de la République sont menacés.

Rendez-vous

9 septembre

Fête de la Rose à Quimperlé.

15 septembre

Université de rentrée
à Landerneau.

Assemblée générale de l'UESR

L'assemblée générale de l'UESR (Union des élus socialistes et républicains) se déroulera le lundi 2 juillet, à partir de 18 h 00, à la salle des fêtes de Châteaulin. Claudy Lebreton, Président de la FNESR, interviendra sur le thème : Mobilisation en vue des municipales 2008.

L'hôpital de Quimperlé doit vivre

Comment obtenir la fermeture des hôpitaux de proximité ? Daniel Le Bras, maire de Quimperlé mais aussi anesthésiste-réanimateur chef de service, l'explique dans une lettre ouverte publiée le 18 juin.

"L'activité 2006 étant satisfaisante, il fallait trouver un dossier pour démontrer une faille dans la sécurité. Les médecins de la Sécurité Sociale ont trouvé le moyen de mettre en difficulté le Centre Hospitalier de Quimperlé, suite à des complications survenues lors d'une intervention chirurgicale avec décès pendant le transfert de Lorient à Rennes. Ces médecins, accusant à charge sans analyse contradictoire, n'avaient d'ailleurs aucune compétence en anesthésie, chirurgie ou médecine d'urgence. Ce rapport administratif, contredit par les praticiens, a fait l'objet d'une réponse écrite de l'établissement. Les interprétations de dossiers ou la méconnaissance des spécialités, sans expertise, entraînent des conclusions contestables et même un protocole de soins non validé".

Ensuite, tout s'enchaîne, "la ligne d'attaque sur la chirurgie digestive avait aussi pour but de fermer la maternité car, en l'absence de chirurgien de permanence, il ne peut y avoir d'accouchements..."

EN SAVOIR PLUS ...

Pour plus de sûreté, "Ce rapport, naturellement, a été transmis après l'élection présidentielle et les conclusions définitives n'interviennent qu'après les élections législatives. Entre-temps, les rumeurs, les fuites d'informations ont déjà déstabilisé les services hospitaliers. Cela entraîne un climat peu propice à l'exercice de disciplines à risques, même des praticiens chevronnés ne peuvent exercer dans un tel environnement ainsi que la difficulté de remplacer des spécialistes qui vont muter vers d'autres établissements".

Voilà comment sont cassés des services publics. Pour le maire de Quimperlé, de nouvelles disciplines doivent compenser ces départs.

Oui au Parc Marin d'Iroise

La loi du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux a réussi à dégager une voie réaliste pour le Parc Marin d'Iroise, approuvée par le Conseil régional de Bretagne, le Conseil général du Finistère et 17 des 24 conseils municipaux consultés.

Pourtant, en Finistère, ce dossier a fait les frais de la campagne des législatives avec la valse-hésitation des candidats de l'UMP autour du Parc Marin.

Pour les parlementaires socialistes du Finistère, "la mer d'Iroise ne peut continuer à faire l'objet de marchandages à l'intérieur de la majorité présidentielle". Ils en appellent "aux plus hautes autorités afin que la parole de l'État soit respectée et que le décret instituant le Parc soit signé au plus tôt".

Le groupe des élus socialistes de Brest métropole océane recrute

Un(e) chargé(e) de mission
(H/F).

Vous aurez pour fonctions :

- La rédaction de notes et discours ;
- Argumentaires des élus socialistes ;
- La rédaction et la diffusion des informations ;
- Le suivi de l'activité de la collectivité en lien avec les élus socialistes ;
- La réalisation de la lettre d'information du groupe et l'animation du site internet.

Profil recherché :

- Bonne connaissance du fonctionnement des collectivités locales et du travail des élus.
- Capacités rédactionnelles.
- Maîtrise des techniques d'animation de groupe et prise de parole en public.
- Bonne connaissance de la bureautique et des outils internet pour l'animation du site.

Informations complémentaires
auprès du Président du
Groupe socialiste,

M. Alain MASSON

Tél. 02 98 00 81 34.

Le poste sera à pourvoir rapidement, en septembre.

Merci d'adresser votre lettre de motivation et votre CV avant le 24 août 2007 à :

Monsieur Alain MASSON

Président du Groupe des élus socialistes

Groupe d'élus socialistes de
Brest métropole océane
13, rue de Portzmoguer
29200 BREST

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :

à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :

Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER

Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Jacques URVOAS

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

CPPAP 1207 P 11428